



---

## **ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

La Suisse peut être fière de son système dual de formation, qui garantit un haut degré de flexibilité et de perméabilité, tant au niveau des personnes en formation que pour relever les enjeux sociaux et économiques. Les pierres angulaires de ce système sont, d'une part, une offre bien développée de formation professionnelle et de formation continue et, d'autre part, une maturité et une voie de formation universitaire exigeantes. Les formations dans les filières des hautes écoles spécialisées prennent de plus en plus d'importance, grâce à des programmes d'études attrayants et à une formation, particulièrement bienvenue dans les PME, destinée à des spécialistes très recherchés dans la pratique entrepreneuriale.

Dans le même temps, il existe encore et toujours des « taches aveugles » (angles morts) dans le système éducatif suisse. En ce qui concerne l'égalité des chances en termes de perméabilité sociale et sociétale et, surtout, l'importance des différentes voies de formation, la situation n'est pas du tout aussi exemplaire qu'on le proclame souvent dans la communication officielle avec les autorités.

Il est particulièrement nécessaire d'agir dans la formation professionnelle continue. Aujourd'hui, dans de nombreux domaines professionnels, celle-ci va bien au-delà de la formation professionnelle de base classique, de l'examen professionnel et de l'examen de maîtrise/des formations techniques supérieures. Compte tenu de l'évolution foudroyante (mot-clé : numérisation), la pression sur la formation continue tout au long de la vie est de plus en plus forte, ce qui constitue en soi une évolution très positive. En règle générale, toutefois, les coûts sont supportés par les personnes exerçant une activité professionnelle elles-mêmes. Les programmes de soutien financés par l'État n'interviennent généralement qu'en cas de chômage – il est alors souvent trop tard pour penser à l'égalité des chances et aux perspectives professionnelles/de carrière.

L'égalité des chances est une condition importante pour façonner un avenir meilleur : un avenir avec moins de pauvreté, moins de personnes dépendantes de l'aide sociale et des emplois sûrs.

Qu'il s'agisse des nouveaux rapports du Conseil suisse de la science (CSS), du Rapport sur l'éducation en Suisse de la Confédération ou de l'Union syndicale suisse, tous font le même constat : notre système d'éducation est inéquitable. Il est discriminatoire à l'égard des jeunes provenant de milieux socialement défavorisés ou issus de l'immigration. Il y a

un besoin évident d'agir chez les jeunes adultes issus de familles financièrement faibles ou de milieux migrants.

Dans certains cantons, plus de 20 % des enfants ne trouvent pas de place après la scolarité obligatoire et passent par le Zentrum für Brückenangebote. Pour l'ensemble de la Suisse, ce chiffre est supérieur à 11 %.

Avec un système éducatif qui ne favorise pas l'égalité des chances et la « perméabilité », nous aurons constamment des personnes insatisfaites qui perdront confiance dans une société et une politique censées instaurer et garantir l'équilibre. En assurant l'égalité des chances dans le domaine de la formation, nous aidons l'économie grâce à une main-d'œuvre motivée. Une autre chose est tout aussi claire : un emploi permet aussi de réussir son intégration.

Nous, PS Migrant-e-s, n'acceptons pas cette injustice. C'est pourquoi nous avons quelques exigences :

- Promouvoir la formation professionnelle continue par des mesures renforcées.
- Garantir l'égalité des chances en matière de formation professionnelle continue.
- Au niveau fédéral, apporter un soutien ciblé à la formation de base, à la formation continue et à la reconversion face à l'évolution technologique grâce à un fonds d'investissement bénéficiant d'un large soutien et assumer les tâches nécessaires à cet effet dans les cantons.
- Axer l'aide sociale sur la formation et le retour sur le marché du travail partout où cela est possible.
- Compléter les contributions à la formation des adultes par des contributions d'entretien, de telle façon que les personnes ayant des responsabilités familiales puissent elles aussi suivre avec succès une formation de rattrapage/recyclage.
- Accorder des bourses même aux personnes admises à titre provisoire, et leur permettre ainsi de suivre une formation professionnelle.
- Faciliter la reconnaissance des diplômes et la validation des expériences professionnelles antérieures (validation des acquis).

Nous, PS Migrant-e-s, n'acceptons pas cette injustice.

C'est pourquoi nous avons quelques exigences :

- Promouvoir la formation professionnelle continue par des mesures renforcées.
- Garantir l'égalité des chances en matière de formation professionnelle continue.
- Au niveau fédéral, encourager les efforts consentis pour apporter un soutien ciblé à la formation professionnelle, à la formation continue et à la reconversion face à l'évolution technologique grâce à un fonds d'investissement bénéficiant d'un large soutien et assumer les tâches nécessaires à cet effet dans les cantons.